



AS/Ega/Inf (2020) 19
3 juillet 2020

Commission sur l'égalité et la non-discrimination

Prendre position contre la discrimination systémique et le racisme institutionnel en Europe : une réponse parlementaire

Document d'information préparé par le Secrétariat

1. Le 1er juillet 2020, la Commission sur l'égalité et la non-discrimination de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a organisé un webinaire sur le thème « Prendre position contre la discrimination systémique et le racisme institutionnel en Europe : une réponse parlementaire ».
2. A la suite des manifestations de Black Lives Matter aux Etats-Unis et en Europe, des parlementaires se sont réunis avec des responsables du Conseil de l'Europe et des activistes antiracistes de la société civile européenne lors d'un webinaire de l'APCE pour condamner le "déli de la douloureuse réalité" d'environ 15 millions de personnes d'origine africaine vivant en Europe, et pour exiger une action plus énergique afin de mettre fin au racisme structurel et institutionnel dans les pays européens.
3. Le Président de l'APCE, Rik Daems, a souhaité la bienvenue aux panélistes, en soulignant qu'il fallait souvent un événement tragique - comme la mort de George Floyd aux Etats-Unis - pour créer une dynamique de changement. Le racisme est très profondément ancré dans nos sociétés - y compris sur les marchés du travail, dans les médias, dans l'éducation et dans la culture populaire - et l'éradiquer à la racine impliquerait un changement des mentalités : "C'est bien plus qu'un travail, c'est un devoir moral. Les sociétés saines s'épanouissent dans la diversité et traitent leurs citoyen·ne·s sur un pied d'égalité". Le rôle de l'Assemblée, a-t-il souligné, est d'écouter - en distillant les éléments qui peuvent conduire au changement - et ensuite d'agir dans les parlements nationaux. Il a souligné que l'Europe commençait à s'interroger sur sa propre histoire, citant les récentes excuses du roi Philippe de Belgique pour le passé colonial de son pays, et a demandé que l'accent soit mis sur la promotion de l'égalité pour toutes et tous.
4. Momodou Malcolm Jallow (Suède, SOC), rapporteur général de l'APCE sur la lutte contre le racisme et l'intolérance, a souligné l'impact de la mort de George Floyd en Europe, où vivent environ 15 millions de personnes d'origine africaine. "Lorsque les gens nous disent : c'est un problème aux Etats-Unis, ne le transposez pas chez nous, cela reflète un déni que nous constatons depuis de nombreuses années et qui minimise notre douleur et les injustices historiques que nous avons endurées pendant plus de 400 ans. C'est un déni de la réalité des personnes qui sont confrontées au racisme structurel et institutionnel en Europe".
5. Le sentiment de douleur ressenti par les personnes d'origine africaine et les autres minorités en Europe a été négligé, a-t-il déclaré : "Il faut un changement radical, mais cela ne semble pas se produire de sitôt". M. Jallow a souligné une augmentation de la gravité et du nombre d'incidents de racisme institutionnel et structurel ces dernières années, comme le montrent les données de l'UE, notamment la violence raciste, le profilage ethnique et l'exclusion, lorsque les Noir·e·s sont systématiquement traité·e·s comme "les plus bas de la hiérarchie". Il a appelé à la promulgation de lois pour mettre fin à ces injustices et à un suivi pour assurer leur pleine mise en œuvre dans les États membres.
6. Le frère de George Floyd avait appelé les dirigeants des Nations Unies et le monde entier à voir la vidéo de son frère et à écouter son appel à l'aide. "Mais il y a des « George Floyd » dans toute l'Europe et, comme lui, de nombreuses personnes d'origine africaine ici qui ne peuvent pas respirer", a déclaré M. Jallow. "Il est temps que les responsables européens cessent de nier constamment nos expériences collectives et historiques en tant que peuple noir, qu'ils reconnaissent leurs points faibles et qu'ils écoutent les demandes de justice".
7. En tant que gardien de la démocratie, de l'État de droit et des droits humains, le Conseil de l'Europe se doit de veiller à ce que les États membres reconnaissent l'existence du racisme institutionnel et structurel et prennent des mesures politiques pour faire face aux conséquences de ce fléau, qui continue de toucher des millions de citoyen·ne·s européens. "Lorsque nous choisissons de nous taire face au sectarisme [...], nous créons la division plutôt que l'unité, nous sapons les valeurs fondamentales de la démocratie, des droits humains et de l'État de droit". M. Jallow a fait référence à son prochain rapport pour l'Assemblée sur l'afrophobie en Europe, qui énumérera les mesures spécifiques que les gouvernements européens peuvent prendre pour lutter plus efficacement contre le racisme.
8. Domenica Ghidai Biidu, vice-présidente de la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI), a déclaré que le public était enfin réceptif à la lutte de beaucoup de personnes qui travaillent contre le racisme en Europe depuis très longtemps : "Nous ne devons pas nous sentir seul·e·s - d'autres travaillent avec nous". Elle a rappelé le travail de l'ECRI, l'organe de suivi antiraciste du Conseil de l'Europe, qui conseille les Etats depuis 25 ans sur la législation et les autres mesures que les gouvernements doivent prendre pour lutter contre le racisme. Elle a mentionné la Charte des partis politiques européens pour une société non raciste de 1998, et la nécessité d'organiser des auditions, qui doivent avoir lieu prochainement, pour mettre à jour ce document.
9. Il est important d'avoir une représentation solide au Parlement et dans les lieux de pouvoir afin d'obtenir des changements, a-t-elle souligné. Si l'on considère le racisme comme une question collective plutôt

qu'individuelle, des tendances se dégagent qui montrent clairement que le racisme en Europe est une question institutionnelle : "Les affaires juridiques concernent des individus, mais le racisme concerne bien plus que des expériences individuelles - et pourtant, ce contexte plus large est toujours difficile à prouver".

10. Elle a déclaré qu'il était nécessaire de reconnaître l'histoire et son impact sur la vie quotidienne en Europe aujourd'hui. Elle a évoqué le symbolisme du démantèlement des statues, mais a suggéré qu'il fallait aussi des statues de héros. Les personnes d'origine africaine ont participé à la libération des pays européens, parfois au prix de leur vie. "Il est important que chaque pays ait les institutions en place pour démanteler le racisme, étape par étape, en collaborant également avec les minorités : « Rien sur nous sans nous »".

11. Ojeaku Nwabuzo, chargée de recherche principale pour le Réseau européen contre le racisme (ENAR), un réseau européen d'organisations antiracistes, a présenté le résultat de ses dix années de travail sur l'égalité raciale, et a parlé de certains "développements encourageants" récents dans les institutions européennes. Toutes, a-t-elle souligné, ont mis en évidence le problème persistant du racisme dans la police, qui est "un problème crucial, mettant en danger la vie des personnes, qui doit être traité". La COVID-19 a mis en évidence les problèmes existants, tels que l'augmentation du profilage ethnique et le ciblage disproportionné des minorités lors des opérations d'interpellation et de fouille. "La pandémie a essentiellement donné à la police la possibilité d'exercer ses pouvoirs d'une manière racialement biaisée, c'est-à-dire restrictive, coercitive, discriminatoire, disproportionnée et illégale".

12. Le racisme institutionnel a été reconnu dans certains Etats membres, comme le Royaume-Uni, mais pas dans tous, a-t-elle déclaré. Il s'agit de bien plus que d'un simple profilage racial - il peut conduire à la mort, a-t-elle souligné, citant un incident en Belgique où un jeune homme noir fuyant la police a été tué. Elle a appelé à la responsabilisation, y compris des sanctions contre les policiers et policières qui font preuve d'attitudes racistes, à l'amélioration des techniques de police, à la collecte de données accessibles au public et à un examen à plus long terme des activités de police, en dialogue avec les communautés directement concernées.

13. Nous devons comprendre ce qu'est le racisme structurel en nous éloignant de l'idée de "quelques mauvaises pommes" dans la police", a-t-elle déclaré. Les plans d'action nationaux contre le racisme sont un moyen clair et facile de progresser.

Annexe 1

Liens utiles

A. Ressources du Conseil de l'Europe

Accès au webinaire :

Facebook: <https://www.facebook.com/ParliamentaryAssembly/videos/222697855386207/>

Textes adoptés par l'APCE:

[Résolution 2153 \(2017\)](#), « Promouvoir l'inclusion des Roms et des Gens du voyage »

[Résolution 2144 \(2017\)](#), « Mettre fin à la cyberdiscrimination et aux propos haineux en ligne »

[Recommandation 2098 \(2017\)](#), « Mettre fin à la cyberdiscrimination et aux propos haineux en ligne »

[Résolution 2106 \(2016\)](#), « Engagement renouvelé dans le combat contre l'antisémitisme en Europe »

[Résolution 2069 \(2015\)](#), « Reconnaître et prévenir le néoracisme »

[Résolution 1967 \(2014\)](#), « Une stratégie pour la prévention du racisme et de l'intolérance en Europe »

[Recommandation 2032 \(2014\)](#), « Une stratégie pour la prévention du racisme et de l'intolérance en Europe »

[Résolution 1968 \(2014\)](#), « La lutte contre le racisme dans la police »

[Compilation des recommandations de politique générale de l'ECRI](#)

Incluant:

RPG No.11 sur [la lutte contre le racisme et la discrimination raciale dans les activités de la police](#)

RPG No.12 sur [la lutte contre le racisme et la discrimination raciale dans le domaine du sport](#)

RPG No.14 sur [la lutte contre le racisme et la discrimination raciale dans le monde du travail](#)

RPG No.15 sur [la lutte contre le discours de haine](#)

RPG No.16 sur [la protection des migrants en situation irrégulière contre la discrimination](#)

[Charte des Partis politiques européens pour une société non raciste](#)

B. Ressources de l'Union Européenne

[ARDI - Déclaration sur le meurtre de George Floyd et sur les violences policières \(en anglais, 9 juin 2020\)](#)

[Le Parlement Européen reconnaît la discrimination et les injustices passées via l'adoption d'une nouvelle résolution inaugurale sur les Droits Fondamentaux des personnes d'origine africaine \(en anglais, 26 mars 2020\)](#)

C. Autres ressources

[ENAR : une feuille de route pour que les institutions européennes luttent contre le racisme structurel \(en anglais\)](#)

Annexe 2

Programme du webinaire

Prendre position contre la discrimination systémique et le racisme institutionnel en Europe : une réponse parlementaire

1^{er} juillet, de 10h30 à 11h30 (HAEC)

Allocution de bienvenue :

- Rik Daems, Président de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe

Panélistes :

- Momodou Malcolm Jallow, Rapporteur Général sur la lutte contre le racisme et l'intolérance, Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe
- Domenica Ghidai Biidu, Vice-Présidente, Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI)
- Ojeaku Nwabuzo, Chargée de recherche principale, Réseau européen contre le racisme (ENAR)

Moderatrice :

- Petra Stienen, Première Vice-Présidente, Commission sur l'égalité et la non-discrimination de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe